

Paris, le 11 octobre 2023

Réf : 2023-10-1863

**Le directeur de l'immobilier de l'État**

à

Mmes et MM. les secrétaires généraux  
Mmes et MM. les préfets de région

Objet : Programme 348 – nouvelles mesures en faveur de la transition environnementale des bâtiments de l'État et de ses établissements publics et opérateurs – **présentation et modalités de mise en œuvre.**

La direction de l'immobilier de l'État a piloté, avec le secrétariat général à la planification écologique (SGPE), une série de travaux pour la définition d'une trajectoire pluriannuelle financière de rénovation énergétique des bâtiments de l'État et ses opérateurs.

Dans ce contexte, en 2024, outre les crédits permettant la poursuite du programme de rénovation des cités administratives et l'achèvement de l'appel à projets « Résilience II », lancés respectivement en 2018 et 2023, le programme 348 « Performance et résilience des bâtiments de l'État et de ses opérateurs » bénéficie de 550 M€ d'autorisations d'engagement et 300 M€ de crédits de paiement supplémentaires pour accélérer la rénovation énergétique du parc immobilier.

Ces crédits supplémentaires seront essentiellement consacrés au cofinancement, d'une part, de travaux « à gains énergétiques rapides » et, d'autre part, d'opérations lourdes de rénovation énergétique, permettant une forte réduction de la consommation énergétique. Ces dernières incluront également des travaux de densification des espaces occupés, afin de faciliter l'atteinte de la cible de 16 m² de surface utile brute par résident définie dans la circulaire de la Première ministre du 8 février 2023 relative à la nouvelle doctrine d'occupation des immeubles tertiaires de l'État. Cet effort d'investissement permettra ainsi de diminuer tant les émissions de gaz à effet de serre du parc immobilier de l'État que sa contribution à l'artificialisation des sols, tout en réduisant les dépenses de fonctionnement correspondantes.

Je souhaite souligner cinq points :

- L'objectif principal du programme est la réduction de la consommation énergétique du parc immobilier de l'État et de ses établissements publics nationaux/opérateurs, et des émissions de gaz à effet de serre (GES) associées, ce qui passe également par l'optimisation des surfaces occupées et la mise en œuvre des nouveaux espaces de travail.
- Si le dispositif des travaux à gains énergétiques rapides (dits « Quick win ») est maintenu en 2024 et, dans une moindre mesure en 2025, il n'a pas vocation à perdurer. Il s'agit désormais d'inscrire le financement du programme 348 dans la durée, en l'axant sur des projets immobiliers structurants apportant des gains énergétiques plus importants, notamment des rénovations lourdes, dont la réalisation est pluriannuelle.

*Copie à :*

*Mmes et MM. les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels*

*Mmes et MM. les directeurs régionaux et départementaux des finances publiques (responsables régionaux de la politique immobilière de l'État).*

- La présence d'un cofinancement est obligatoire, sauf exception dûment justifiée. L'objectif, sur l'ensemble de la période 2024-2027, est d'atteindre un taux de cofinancement moyen de 33 %. Le taux de cofinancement sera donc un critère d'appréciation important dans la sélection.
- Une plus grande marge de manœuvre sera confiée à l'échelon déconcentré, avec une partie de la répartition de l'enveloppe des travaux à gains rapides qui sera gérée à l'échelon régional, enveloppe à laquelle pourront émarger tant les services déconcentrés que ceux d'administration centrale ou les établissements publics/opérateurs.
- Il s'agit aussi, dans ce cadre, de poursuivre la structuration de la filière immobilière de l'État, qui nécessite notamment, la poursuite des efforts en matière de connaissance du parc, des consommations de fluides et la montée en puissance d'AGILE, mais également la recherche d'innovations en matière bâimentaire.

L'exécution du programme 348 dès le début de l'année 2024 conduit à en préparer la programmation et la mise en œuvre dès à présent. Le recensement des opérations à financer doit s'effectuer dès cet automne. Vous trouverez pour cela, en annexe, les éléments principaux.

Je vous invite à diffuser sans délai les informations et consignes afférentes aux services de l'État dont l'immobilier relève de votre champ de compétence et aux établissements publics nationaux et opérateurs placés sous votre tutelle, ainsi qu'à organiser le recensement des opérations candidates.

Pour les projets qui seront sélectionnés au niveau national vous serez chargés de faire une pré-analyse des projets des services dont l'immobilier relève de votre champ de compétence, et d'émettre un avis sur les autres projets. Les préfets de région devront également sélectionner les opérations retenues dans le cadre des enveloppes déconcentrées, pour l'ensemble des services de leur territoire.

Parallèlement, la DIE effectuera régulièrement des points d'informations et d'échange dans le cadre de la CNIP. J'invite les préfets de région à en faire de même dans le cadre des conférences régionales de l'immobilier public. Au vu de l'importance des opérateurs de l'enseignement supérieur, il paraît souhaitable d'associer les recteurs à ces CRIP.

Je vous remercie de votre mobilisation pour permettre que ces nouvelles mesures soient mises en œuvre avec succès, en faveur de la transition environnementale des bâtiments.

Le directeur de l'immobilier de l'État

Alain RESPLANDY-BERNARD



## Opérations immobilières financées sur le programme 348

### I. Périmètre

Le financement concerne des biens immobiliers propriétés et/ou contrôlés de l'État ou de ses établissements publics et/ou opérateurs.

Les dépenses relatives à ces opérations immobilières relèvent par principe de l'investissement, plus exceptionnellement du fonctionnement.

En application de l'instruction ministérielle réf. ECOE2313171C du 15 juin 2023 concernant la conditionnalité des financements interministériels immobiliers, seules les opérations portant sur des biens immobiliers inscrits dans l'inventaire immobilier de l'État et comptabilisés peuvent être sélectionnées.

En outre, le financement des opérations sera conditionné :

- à la qualité de la donnée présente au sein du référentiel technique (RT), en termes de complétude comme d'actualisation, et au raccordement correctement paramétré à l'outil de suivi des fluides interministériel (OSFI ou un outil équivalent), à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 ;
- à l'existence d'un schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI) ou d'un schéma directeur immobilier régional (SDIR)<sup>1</sup> approuvé par la DIE ; les rénovations lourdes devront être inscrites dans le SPSI/SDIR.

Pour le patrimoine immobilier de l'État, seules les opérations portant sur des biens immobiliers avec un titre d'occupation signé (convention d'utilisation généralement) pourront être financées.

La liste des ministères et des établissements éligibles, qui sera régulièrement actualisée, est consultable dans le lien ci-après : <https://www.portail-immo.gouv.fr/documentations/d/508dec9aee5840468723/>

### II. Mesures

L'objectif est le financement de dépenses de rénovation aux fins d'économie d'énergie et de réduction des gaz à effet de serre, via des travaux de rénovation énergétique et/ou de réduction des surfaces occupées, combinée aux critères de la politique immobilière de l'État (nouveaux espaces de travail, conformité réglementaire, etc.).

Trois types de mesures seront financés :

- A. des études et des actions transversales « Connaissance et performances du parc »
- B. des travaux à gains énergétiques rapides et projets de nouveaux espaces de travail
- C. des projets immobiliers « rénovations lourdes ».

#### A. Études et actions transversales « Connaissance et performance du parc »

1. L'approfondissement de la connaissance du parc, la définition de stratégies immobilières et la préparation en amont des opérations immobilières est indispensable à la mise en œuvre du programme de transition environnementale. Sont prévues le financement d'études **et d'actions transverses** :

- des études générales, pilotées au niveau central par la DIE, notamment des actions portant sur l'innovation et la recherche,
- des études menées au niveau régional, sous le pilotage des responsables régionaux de la politique immobilière de l'État, en fonction des orientations données par les préfets de région,
- le déploiement progressif de la modélisation des données bâtimentaires (BIM), également piloté par la DIE,
- les interventions de la « task force exploitation-maintenance » **de l'AGILE** en 2024 et 2025.

<sup>1</sup> Étant donné le calendrier spécifique de renouvellement en cours des SDIR, il sera tenu compte des SDIR en cours d'analyse par la DIE.

2. Afin d'amorcer le financement de l'exploitation maintenance des cités administratives par l'AGILE, le programme 348 pourrait, selon les cas, prendre en charge son financement pour une part qui sera progressivement ensuite assumée par les programmes supports des services occupants.

#### B. Travaux à gains énergétiques rapides et projets de nouveaux espaces de travail optimisant les surfaces occupées

1. Des travaux à gains énergétiques rapides, qui, dans le même esprit que les appels à projet résilience, doivent se caractériser par un coût bas du kWh<sub>ef</sub> « équivalent énergie fossile » économisé par an<sup>2</sup>. Cette mesure est opérée en 2024 sur le programme 348, selon deux modalités :

- Des travaux à gains énergétiques rapides gérés de manière déconcentrée, avec une enveloppe financière confiée au préfet de région, calculée en fonction de la SUB pour l'ensemble des services de l'État et des EPN/opérateurs de leur territoire. Cette enveloppe ne pourra financer que des travaux d'un montant prévisionnel inférieur à 100 000 € TDC par opération, dont les petits travaux faisant suite au concours Cube « État » ou aux préconisations de la Task Force AGILE, s'ils sont jugés pertinents par le niveau régional. Après instruction du RRPIE, les opérations seront sélectionnées par le préfet de région, sur avis de la CRIP. En fonction de la décision du préfet, les crédits en AE et en CP seront ensuite mis à disposition par la DIE aux BOP régionaux et aux BOP ministériels concernés (ces crédits relèveront ensuite du seul arbitrage du responsable de BOP concerné).
- Des travaux à gains énergétiques rapides non déconcentrés, dont le montant prévisionnel est égal ou supérieur à 100 000 € TDC, seront sélectionnés par la DIE (selon un modèle similaire à celui mis en œuvre pour Résilience I et II), après pré-analyse<sup>3</sup> du préfet de région/RRPIE ou du secrétaire général du ministère sur l'immobilier de leur ressort. Sur l'immobilier du ressort du préfet de région, les ministères pourront émettre un avis, notamment sur les questions de cofinancement. De même, sur l'immobilier du ressort des ministères, les préfets de région/MRPIE pourront émettre un avis, notamment pour la cohérence avec le SDIR.

Ces deux catégories de travaux à gains énergétiques rapides devront s'appuyer sur une logique de choix les plus efficaces, et non sur un type de travaux, en privilégiant notamment la réduction des consommations « équivalent énergie fossile ».

	Instruction	Avis des administrations	Décision
Travaux à gains énergétiques rapides gérés de manière déconcentrée	Préfet de région/MRPIE	Ministère	Préfet de région

	Pré-analyse	Avis des administrations	Décision
Travaux à gains énergétiques rapides non déconcentrés	Préfet de région/MRPIE dans le périmètre du préfet de région Ministère intéressé dans les autres cas	Ministère Préfet de région/MRPIE	DIE

2. Un nouvel appel à projets pour les nouveaux espaces de travail sera lancé d'ici fin 2023 selon des modalités proches de celui de 2022. Les opérations devront justifier d'une optimisation significative des surfaces concernées et le respect des ratios de la circulaire sur l'utilisation des espaces. Cet appel à

<sup>2</sup> Cet indicateur, qui prend en compte la part d'énergie fossile requise pour produire chaque type d'énergie, est celui utilisé pour la sélection des projets des AAP Résilience I et II. À titre indicatif, sur ces appels à projets, les projets retenus justifiaient d'un coût du kWh<sub>ef</sub> « équivalent énergie fossile » par an inférieur à 2 €.

<sup>3</sup> Cette pré-analyse inclura un contrôle de la cohérence des informations renseignées en particulier pour les gains énergétiques et les réductions de GES en regard avec la nature des travaux financés.

projet fera l'objet d'une circulaire spécifique, et donc d'un calendrier et de modalités de recensement différents.

### C. Projets immobiliers « rénovation lourde »:

Les rénovations lourdes demandent une phase d'études préalables importante, avec plusieurs étapes, et s'étalent sur plusieurs années. Il est donc nécessaire de disposer d'une visibilité pluriannuelle afin de pouvoir lancer les programmes d'études approfondies suffisamment en amont. Cette mesure fera donc l'objet de trois listes :

1. Des opérations matures, dont les études sont suffisamment avancées pour avoir levé le maximum d'incertitudes et dont les travaux peuvent démarrer en 2024 ou dont les marchés de conception/réalisation peuvent être engagés en 2024, et répondant aux critères de sélection du programme (cf. infra), en particulier pour les projets déjà labellisés et dont les appels d'offres travaux seraient prêts à être lancés début 2024.

Ces travaux seront sélectionnés par la DIE après avis de la conférence nationale de l'immobilier public, sur la base des dossiers déposés, après pré-analyse des préfets de région/MRPIE et des ministères sur l'immobilier de leur ressort. Pour les projets comportant à la fois des services relevant des préfets de régions et des services relevant des ministères, la pré-analyse est effectuée par le préfet de région/MRPIE. Sur l'immobilier du ressort du préfet de région, les ministères pourront émettre un avis, notamment pour ce qui concerne leurs services et sur les questions de cofinancement. De même, sur l'immobilier du ressort des ministères, les préfets de région/MRPIE pourront émettre un avis, notamment pour la cohérence avec le SDIR..

2. Des opérations, dont l'avancement des études montre qu'elles semblent répondre aux critères pour être financées par le programme 348, mais qui nécessitent encore des études approfondies pour affiner le projet et lever les incertitudes et/ou dont l'avancement ne permet pas de démarrer les travaux ou d'engager les marchés de conception-réalisation en 2024.

En 2024 seront ainsi financés uniquement des études. Il s'agira prioritairement de projets portant sur l'administration territoriale de l'État dans la continuité des rénovations des cités administratives financées par le P348, ou de celles des sites multi-occupants financées par le programme 362.

Les projets retenus seront sélectionnés par la DIE après avis de la conférence nationale de l'immobilier public, sur la base des dossiers déposés, après pré-analyse des préfets de région/MRPIE et des ministères sur l'immobilier de leur ressort. Pour les projets comportant à la fois des services relevant des préfets de régions et des services relevant des ministères, la pré-analyse est effectuée par le préfet de région/MRPIE. Sur l'immobilier du ressort du préfet de région, les ministères pourront émettre un avis, notamment pour ce qui concerne leurs services et sur les questions de cofinancement. De même, sur l'immobilier du ressort des ministères, les préfets de région/MRPIE pourront émettre un avis, notamment pour la cohérence avec le SDIR.

Ces opérations feront l'objet d'un nouvel examen fin 2024, une fois les études terminées, pour déterminer si les travaux seront financés en 2025 ou non.

3. Des compléments de travaux non financés de projets immobiliers actuellement en phase travaux. Ce financement ne pourra pas porter sur des surcoûts, mais seulement sur des tranches de travaux complémentaires (par exemple : tranches optionnelles non affermies, options non retenues lors de la notification des marchés, phases de travaux supplémentaires non lancées), dont la réalisation est opportune dans le cadre plus global du projet immobilier et engendrant des gains énergétiques supplémentaires. Les projets en mesure de réaliser ces compléments de travaux dès 2024 (par exemple si les marchés de travaux sont actifs et ne nécessitent qu'un affermissement de tranches optionnelles) seront privilégiés.

Ces travaux seront sélectionnés par la DIE après avis de conférence nationale de l'immobilier public, sur la base des dossiers déposés, après pré-analyse des préfets de région/MRPIE et des ministères sur l'immobilier de leur ressort. Pour les projets comportant à la fois des services relevant des préfets de régions et des services relevant des ministères, la pré-analyse est effectuée par le préfet de région/MRPIE. Sur l'immobilier du ressort du préfet de région, les ministères pourront émettre un avis, notamment pour ce qui concerne leurs services et sur les questions de cofinancement. De même, sur l'immobilier du ressort des ministères, les préfets de région/MRPIE pourront émettre un avis, notamment pour la cohérence avec le SDIR..

	Pré-analyse	Avis des administrations		Décision
Opérations matures	Préfet de région/MRPIE dans le périmètre du préfet de région Ministère intéressé dans les autres cas	Ministère Préfet de région/MRPIE		DIE
Opérations nécessitant des études	Préfet de région/MRPIE dans le périmètre du préfet de région Ministère intéressé dans les autres cas	Ministère Préfet de région/MRPIE		DIE
Compléments de travaux non financés	Préfet de région/MRPIE dans le périmètre du préfet de région Ministère intéressé dans les autres cas	Ministère Préfet de région/MRPIE		DIE

### III. Critères pour les travaux à gains énergétiques rapides et les projets immobiliers - rénovation lourde »

#### A. Travaux à gains énergétiques rapides

Les critères pour les travaux à gains énergétiques rapides seront du même ordre que ceux de résilience 2 :

1. L'efficacité énergétique, en gain d'énergie, en équivalent énergie fossile (coût du kWh d'énergie finale, en équivalent énergie fossile, économisé)

Ce critère permet d'apprécier la contribution du projet à la réduction de la consommation d'énergie, en équivalent énergie fossile (même critère que pour les appels à projet résilience), constitutive de la réduction des émissions de gaz à effet de serre mais également de la dépendance énergétique du pays. L'objectif étant de maximiser la réduction de consommation d'énergie avec l'enveloppe financière disponible, il s'agira d'apprécier le coût de revient du kWh d'énergie, en équivalent énergie fossile, économisé par an en rapportant le montant des travaux (diminué des certificats d'économie d'énergie (CEE) qui seront valorisés dans le cadre du projet) aux gains énergétiques attendus annuellement. L'efficacité énergétique est mesurée à partir du coût en euros du kWh d'énergie, en équivalent énergie fossile, économisé par an. Pour l'évaluation de la réduction d'énergie fossile liée à la réduction d'énergie électrique, le calcul sera réalisé en fonction du mix électrique de la région. En cas de recours à un réseau de chaleur, le porteur de projet précisera le nom de ce dernier afin d'apprécier le degré de dépendance de ce dernier aux énergies fossiles.

Les changements de vecteur énergétique, en raison de leur fort impact en réduction de consommation d'énergie fossile, sont par exemple des opérations pouvant correspondre à cette mesure.

2. La rapidité de réalisation des travaux

Les projets les plus rapides à mettre en œuvre seront privilégiés pour ce critère.

Le gain énergétique devra être maintenu pendant dans le temps, ce qui suppose que le bâtiment ne devra pas faire l'objet par la suite de travaux de gros- entretien renouvellement (GER) programmés entraînant le retrait des dispositifs installés dans le cadre du présent appel à projets, ni être d'ores et déjà prévu pour être cédé ou libéré au profit d'un tiers extérieur à l'État et à ses EPN/opérateurs.

Les dates prévisionnelles suivantes devront être précisées dans le formulaire de candidature :

- o Date prévisionnelle de notification des marchés de travaux
- o Date prévisionnelle de réception des travaux

3. Le taux de cofinancement

Le pourcentage de cofinancement par les programmes ministériels des services concernés ou par les budgets des établissements publics/opérateurs sera un critère de sélection.

#### B. Projets immobiliers « rénovation lourde »

Les critères qui s'appliquent à ces opérations, modulées en fonction de leur complexité et de leur ampleur, sont les suivants :

1. L'efficacité énergétique, rapportant le coût de l'investissement aux économies d'énergies et aux réductions d'émissions de GES attendues, sera un des critères majeurs d'appréciation d'un dossier.

Dans ces conditions, les travaux de rénovation et réhabilitation sont prioritaires. La construction neuve ne pourra être retenue que si le ratio gains énergétiques/coût d'investissement est plus intéressant que pour une rénovation, dans le respect de la démarche « zéro artificialisation nette »

2. Le projet doit répondre aux autres objectifs de la PIE, qui participent de l'objectif de transition environnementale, et qu'il convient de combiner et d'apprécier au cas par cas :

- Réduction et optimisation des surfaces : le respect de la circulaire surface est impératif ;
- Nouveaux espaces de travail : seront notamment rejetés les projets prévoyant un cloisonnement important ; un aménagement de type « nouveaux espaces de travail », plus adapté aux nouveaux modes de travail et plus flexible, est exigé ;

- Multi-occupation ; les projets de multi-occupation, qui permettent une optimisation des surfaces par mutualisation, seront privilégiés.

Les projets devront intégrer les éventuelles mises aux normes d'accessibilité ou de sécurité (électricité, incendie, etc.).

Marginalement, pourront être également prises en compte la résilience de crise ou l'amélioration de la sécurité des occupants (risques sismique, cyclonique, zone inondable...).

3. Le retour sur investissement financier ; seront privilégiés les projets avec le retour sur investissement le plus court.

4. Le taux de co-financement par le programme budgétaire du service de l'État ou le budget de l'EPN/opérateur constituera un élément d'appréciation significatif d'un dossier.

5. L'opération, en fonction de son ampleur, doit reposer impérativement sur une gouvernance et sur une équipe de conduite de projet constituée et dimensionnée à la hauteur de l'opération, qu'il s'agisse du portage à haut niveau ou du portage technique.

6. L'accord formel des services concernés par le projet sera demandé, afin de s'assurer de leur accord sur les objectifs de la rénovation, notamment en termes de densification.

Sans imposer un délai strict à la réception définitive des projets immobiliers, leur sélection reposera sur un délai de mise en œuvre raisonnable, qui constituera un critère de sélection à la lumière de l'expérience acquise sur les autres mesures des programmes 348 et 362.

### **Dispositions financières, budgétaires et comptables**

L'organisation budgétaire et comptable du programme 348 pour l'exercice 2023 n'est pas modifiée.

Chaque secrétaire général de ministère et préfet de région dispose d'un budget opérationnel de programme (BOP). Les ministères sont chargés de verser les financements aux EPN/opérateurs.

#### 1. Délégation de gestion

Les délégations de gestion entre les secrétaires généraux des ministères et la DIE seront modifiées par avenant afin d'intégrer les nouvelles mesures. La DIE saisira les ministères dès octobre 2023.

#### 2. Certificat d'économie d'énergie

Les services sont invités à valoriser les certificats d'économie d'énergie (CEE) générés par les opérations. Les économies des CEE ne doivent pas être intégrées au plan de financement de l'opération immobilière, mais être rattachées par voie de fonds de concours au budget de l'État ou être reversées au budget de l'EPN/opérateur.<sup>4</sup>

#### 3. Application de la TVA par les EPN/opérateurs

Les montants versés aux EPN/opérateurs seront ajustés en fonction de la TVA récupérable par l'organisme.

#### 4. Co-financements de l'État

Les co-financements apportés par les programmes budgétaires de l'État pourront être transférés ou virés au programme 348 au cours de l'année 2024.

#### 5. Enveloppe déconcentrée auprès des préfets de région

Cette enveloppe de crédits sera mise à disposition des préfets de région par la DIE, suite à l'établissement d'un programme de travaux à gains énergétiques rapides et à sa transmission à la DIE. Ce programme devra distinguer les crédits revenant au BOP régional et ceux ventilés par ministères pour les administrations centrales et les EPN/opérateurs. En effet, si le choix des projets relève des préfets de région, les crédits seront mis à disposition des différents BOP concernés par les projets sélectionnés.

#### 6. Comptabilité analytique

<sup>4</sup> Pour mémoire, la DAE a mis en place en 2023 un marché dédié aux CEE.



Les services de l'État devront, lors de l'engagement de la dépense, renseigner le ou les numéro(s) d'inventaire des bâtiments concernés, pour chacun des marchés financés sur le P348.

## Mesures préparatoires

### 1. Recensements

Les services de l'État et les EPN/opérateurs sont invités d'ores et déjà, dans le cadre de la programmation 2024 et des travaux relatifs aux SPSI et aux SDIR, et sous l'impulsion et la coordination des préfets de région et des ministères, à :

- recenser les opérations souhaitant bénéficier de financement pour les travaux à gains énergétiques rapides ;
- recenser les opérations souhaitant bénéficier de financement pour les rénovations lourdes (études uniquement ou en phase réalisation).

Il convient en particulier d'anticiper les grosses opérations figurant dans les futurs SDIR.

Les préfets de région et ministères veilleront à ce que les projets respectent bien les critères des différentes mesures. Notamment il sera veillé à la maturité et au portage suffisants des projets de rénovations lourdes.

2. Le formulaire pour recenser les projets est disponible à l'adresse suivante :

- <https://immobilier-etat.gouv.fr/transition-energetique-2024/nouvelle-candidature>

Les services de l'État et des EPN/opérateurs sont invités à le renseigner pour déposer un dossier avant le 30 novembre 2023.

Pour toutes questions :

- une foire aux questions est consultable sur le lien ci-après : <https://immobilier-etat.gouv.fr/pages/question-frequeemment-posee>
- une balf (boîte aux lettres fonctionnelle) dédiée est à disposition : [die.aap-te2024@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:die.aap-te2024@dgfip.finances.gouv.fr)

Les projets déjà proposés au cours du précédent AAP « Résilience 2 » et qui n'ont pas été retenus, pourront concourir à ce nouvel appel à projets sans qu'une ressaisie du dossier ne soit nécessaire. Les porteurs de projet concernés pourront compléter et, le cas échéant, modifier puis valider, ou annuler, le dossier de candidature précédemment proposé. La liste des projets concernés pour un périmètre ministériel ou régional peut être transmise sur simple demande auprès de la balf mentionnée ci-dessus.

Les ministères et préfets de région seront chargés de faire une pré-analyse ou d'émettre un avis sur les projets relevant de l'arbitrage national avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024 (cf. tableaux supra). Les préfets de région devront faire part des opérations retenues dans le cadre de l'enveloppe déconcentrée de travaux à gains énergétiques rapides avant le 12 janvier 2024.

L'arbitrage national sera rendu en février 2024

### 3. Dialogue de gestion

La programmation 2024 sera abordée lors des réunions de dialogues de gestion qui se tiendront à compter d'octobre 2023.

## Suivi

### 1. Indicateurs

Les mesures seront suivies sous la forme de trois indicateurs principaux :

- les économies d'énergie finale,
- les réductions de GES,

- les réductions de surfaces.

## 2. Outil de suivi

L'ensemble des travaux à gains énergétiques rapides et les projets immobiliers « rénovation lourde » devront faire l'objet d'un suivi dans l'outil informatique de suivi de la DIE : le correct remplissage de l'outil de suivi conditionnera la mise à disposition des crédits.